

## **Rapport ATELIER DE RESTITUTION ET DE VALIDATION DES ENQUETES SUR L'ACCES DES FEMMES AU FONCIER – Guédé Décembre 2010**

Ouverture par le sous préfet Du département de podor après son mot de bienvenu on a eu beaucoup d'intervention :

- Imam de guédé
- Pcr de Guédé
- Président de la fédération Ngatamaaré Tooro
- Enda pronat
- Mot de Mamadou SALL

### **Intervention avant la restitution**

Toutes ces interventions ont magnifié l'importance de cette recherche action sur le foncier qui est à la base de tout un développement

Selon on ne peut pas parler de développement sans faire allusion à l'agriculture et on ne peut pas parler de l'agriculture sans le foncier disponible pour le faire d'où l'importance de recherche

Ils ont aussi mis l'accent sur la particularité de cette recherche action qui englobe plusieurs sensibilités : tels que des universitaires des populations à la base, des techniciens de développements qui selon eux est une innovation de recherche majeure

Mamadou Sall a tiré l'attention que cette journée est une journée de restitution ou de feedback des résultats des enquêtes effectuées au niveau de la zone parce que selon lui le groupe **Grafosen** avait fait avant les enquêtes des journées de mise à niveau dans les trois zones que concerne l'étude

Donc cette journée ne peut être qu'un feedback des travaux effectués qui ne sont pas terminés

### **La restitution**

Pour la restitution on a :

- La méthodologie par SALL Mamadou
- Les aspects agronomiques par Sow Mamadou
- Les aspects sociologiques de Mr Faye (UGB GESTES junior)
- Les aspects communicationnels par Maguette Diop qui a remplacé Gnagna Sidibé
- Les aspects juridiques par Kabyr Ndiaye

### **La METHODOLOGIE :**

Sall a largement revenu sur les travaux effectués et les méthodes utilisés (qualitative et quantitative)

Pour la méthode qualitative selon lui elle est beaucoup plus flexible et les personnes enquêtées sont 1000 personnes à travers 100 districts de recensement

Pour la méthode quantitative on a 160 personnes ressources enquêtées ( élus locaux ,chefs coutumiers et religieux , hommes femmes et jeunes)

Pour la phase d'exploitation :

Pour la qualitative : ils ont fait un masque de saisie avec un logiciel SPSS

Pour la quantitative ils avaient des dictaphones pour enregistrer les entretiens

### **Les aspects agronomiques :**

Résultats d'une enquête diagnostique participative auprès d'un échantillon de 1000 personnes dans 3 zones agro écologiques du Sénégal (**Vallée du fleuve , Tabacounda , Niayes**)

### **La majorité des terres appartiennent aux exploitants ou à leurs familles :**

**Fleuve** : 77% des exploitants ont leurs terres seulement 23% n'ont pas la terre

**Tabacounda** : 80% des exploitants ont leurs terres seulement 20% n'ont pas accès

**Niayes** : 63% des terres appartiennent aux exploitants seul 37% n'en ont pas

### **Propriété foncier et loi**

**Fleuve** : 37% des terres sont attribuées et sécurisées

**Tambacounda** : 6% des terres attribuées et sécurisées

**Niayes** : 4% des terres attribuées et sécurisées

### **La question : pourquoi une telle sécurisation des terres au niveau du Fleuve ?**

#### **Accès à la terre selon les zones**

**Fleuve** : 58,10% des terres héritées, 39,00% affectées et 3,20% sont achetées

**Koussanar** : 69,20% des terres héritées, 6,00% affectées et 00% sont achetées

**Niayes** : 82,70% des terres héritées, 4,00% affectées et 9,10% sont achetées

#### **Accès des terres selon le genre**

Toutes les trois zones confondues 67,00% des hommes ont hérité leurs terres, 25,4% ont été affectées et 4,30% achetées

En ce qui concerne les femmes 72,70% ont hérité leurs terres 26,40% ont été affectées et 00% acheté

### **La grande majorité des ménages ruraux possèdent des terres et exploitent des terres**

**Fleuve** : 90% sont des producteurs seulement 10% ne le sont pas

**Koussanar** : 89% sont des producteurs seulement 11% ne sont pas

**Niayes** :

### **Les aspects sociologiques par Mr Faye UGB Gestes Junior :**

## Enquête des données qualitative

On a quatre principaux thèmes :

- L'accès au foncier dans la zone
- L'accès des femmes au foncier
- Les contraintes d'accès au foncier
- Les perspectives

### **THEME1 : L'accès au foncier dans la zone :**

Dans ce thème on note une prédominance de modèles traditionnels d'accès au foncier dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal

L'héritage des terres sans régularisation reste le mode dominant d'accès au foncier dans cette zone (terres héritées souvent gérées et contrôlées par l'ainé de la famille)

Le prêt et le don sont des modes d'accès courants

**NB : Intervention outrancière des autorités coutumières dans la gestion foncières**

**Souvent c'est le chef du village et un conseil de notable du village qui assure la gestion foncière**

### **THEME 2 : Accès des femmes au foncier**

Les femmes accèdent souvent la terre par le biais de la famille à travers des voies traditionnelles : dons et des legs

Elles accèdent souvent à la terre par des propriétés

**NB : Un accès collectif à travers le groupement**

Le groupement est souvent le seul moyen permettant aux femmes d'avoir un accès direct aux terres du conseil rural

Les femmes qui ont toujours accès se sont les leaders, la fille d'un chef de village ou sa femme

### **THEME3 : Les contraintes d'accès au foncier**

**Les contraintes liées à la coutume :**

Les femmes sont exclues du système d'héritage qui pourtant est souvent le modèle principal d'accès au foncier

**Les contraintes liées aux manques de moyen :**

Les femmes disposent souvent d'un faible pouvoir d'achat qui ne leurs permet pas d'investir

Les contraintes relatives à leur faible niveau d'instruction

**Perspective :**

Une évolution relative des mentalités

Dynamisme des femmes et entrepreneuses dans certaines localités

## Aspect communicationnel

Tableau 1 : Distributions conditionnelles de l'écoute de la radio selon la zone d'étude

Modalité	Zone de collecte		
	Niayes	Koussanar	Vallée
Ecoute	91 %	84 %	91 %

N'écoute pas	9 %	16 %	9 %
TOTAL (%)	100 %	100 %	100 %

Tableau 2 : Distributions conditionnelles de l'écoute de la radio selon le sexe de l'enquêté dans la vallée du fleuve Sénégal

Modalité	Sexe de l'enquêté	
	Homme	Femme
Ecoute	91,9	90,6
N'écoute pas	8,1	9,4
TOTAL (%)	100	100

### Suivi de la télévision selon de la zone de collecte

Tableau 4 : Distributions conditionnelles du suivi des émissions télévisées selon le sexe de l'enquêté dans les trois zones de l'étude

Modalité	Zone de collecte		
	Niayes	Koussanar	Vallée
Regarde la télévision	69%	39%	50%
Ne regarde pas la télévision	31%	61%	50 %
TOTAL (%)	100	100	100

### ASPECTS JURIDIQUES SUR L'ACCES AU FONCIER AU FLEUVE

#### Analyse Juridique des résultats des enquêtes au niveau des Niayes et la Vallée

Loi : expression de la volonté générale ; neutre; s'applique a tous;

Suivant les zones Niayes Vallée Tambacounda; suivant les hommes et les femmes : En termes de connaissances ;application est tombée en des études ; acceptation ;respect; perception des populations en sa forme actuelle .

Dans la zone des Niayes comme au niveau de la Vallée ,89 oui “le ménage” entendu dans le sens de famille possède la terre pour pratiquer des activités agricoles avec l’exploitation familiale autrement appelée “lefa” par la FONGS et qui obéit à des règles de fonctionnement propres.

Cet avis partagé par les femmes et les hommes montrent que dans la zone la femme dispose de terre dans le cadre de la famille. La terre appartient à la famille, gérée par le chef de famille, ou l’aîné. C’est l’union autour de la terre.

L’accès collectif à travers le ménage prime sur l’accès individuel

Dans la Vallée du Fleuve , où se pratique l’agriculture irriguée la terre constitue un potentiel de mise en valeur , un enjeu économique et socioculturel.

Les barrages hydroagricoles ) Diamana 1986 Manantali 1988 permettent d’irriguer les terres....

Comme dans les Niayes ; le ménage possède la terre avec un pourcentage de 89

Mais l’homme étant chef de famille ; il gère attribue la terre à sa guise conformément à l’article 152 du code de la famille tant décrié par les organisations de défense des droits des femmes qui travaillent pour la modification du texte.

Sex de la pers	masculin	feminin	
Oui	29%	18,5	
Non	71%	81,5	

Le taux élevé de femmes (81 %) qui possèdent des terres qui ne leur ont pas été attribuées montre qu’elles sont quasiment exclues du système d’attribution individuel organisé par la loi sur le domaine national qui confère ce pouvoir au Conseil rural suivant les critères de mise en valeur et d’être habitant de la communauté.

#### **Parmi les terres que vous possédez certaines ont t’elles été achetées ?**

<i>Sexe de la personne</i>	masculin	feminin	
Oui	5,4%	1,4%	
non	94,6%	98,6%	
	Cell à vérifier		

Selon les résultats de l’enquête, l’achat de terre n’est pas une pratique répandue dans la zone Niayes, Vallée, selon les sexes ,avec un taux inférieur à 5% pour les hommes et les femmes.

#### **L’homme et la femme ont t’ils un accès égal à la terre dans votre localité ?**

<u>Sexe de la personne</u>	<u>masculin</u>	<u>feminin</u>	
<u>Oui</u>	<u>33,3%</u>	<u>36,6%</u>	
<u>non</u>	<u>66,7%</u>	<u>63,4%</u>	

Plus de (60%) personnes enquêtées, hommes et femmes affirme l'existence d' un accès inégalitaire a la terre malgré l'existence de loi neutre ne faisant pas de discrimination entre les sexes qu' en a leur accès au foncier.

Le chef de l 'Etat lors de la rentrée solennelle des Cours et tribunaux en Janvier 2005 sur le droit a la terre avait révèlé que la loi sur le domaine national est archaïque et méritait d 'être revue et la même année , il a créé une commission nationale sur la reforme foncière présidée par le professeur Serigne Diop.

Mais a cote des règles coutumières tenaces , des pratiques foncières des hommes ,les femmes sont discriminées et une bonne partie des hommes enquêtes l' affirment également.

Ce qui montre une violation délibérée de la loi foncière qui se limite a adopter une neutralité qui cede la place a la coutume et les pratiques des hommes.

<u>Zone de collecte</u>	<u>niayes</u>	<u>Tambounda</u>	<u>vallee</u>
<u>Oui</u>	<u>19,5%</u>	<u>17,4%</u>	<u>44,9%</u>
<u>non</u>	<u>80,5%</u>	<u>82,6%</u>	<u>55,1%</u>

Le taux eleve de 80 % de personnes qui precisent l 'accès inegalitaire montre la strategie mysogine qui fait la part belle aux hommes qui s' accaprent des terres au detriment des femmes

Au niveau de la vallée Presque la moitié des personnes enquêtées 44 9 disent qu'il y'a un accès égalitaire contrairement au niveau des Niayes et Tambacounda dont le pourcentage dépasse les 80

Une explication peut être donnée par l'accès collectif a la terre a travers les groupements ou le ménage :le foncier étant considéré comme un bien familial

**Une cartographie foncière serait nécessaire pour vérifier la réalité ou non de l'accès égalitaire**

**L' homme et la femme doivent t ils avoir un acces egal a la terre ?**

<u>Zone de collecte</u>	<u>niayes</u>	<u>koussanar</u>	<u>vallee</u>	
<u>Oui</u>	<u>79,8%</u>	<u>26,6%</u>	<u>66,6%</u>	
<u>Non</u>	<u>20,2%</u>	<u>73,4%</u>	<u>33,4%</u>	

Au niveau des Niayes 20 % ne sont pas en phase avec la loi qui pose le principe d' egalité d' acces a la terre .Ce nombre important montre que la loi et ses enjeux de droit et de developpement n 'est pas connue des populations ou qu'elles l'ignorent preferant se referer aux regles coutumieres .

Au niveau de la Vallée un peu moins qu'au niveau des Niayes 66 veulent un accès égalitaire conformément a la loi et aux impératifs de développement du fait que les femmes sont très dynamiques dans la zone

<u>Sexe de la personne</u>	<u>masculin</u>	<u>Feminin</u>
----------------------------	-----------------	----------------

<u>oui</u>	<u>59,9%</u>	<u>64,8%</u>
<u>Non</u>	<u>40,1%</u>	<u>35,2%</u>

Le pourcentage élevé d'hommes et de femmes approchant la moitié des personnes enquêtées confirme que malgré le fait que la femme a acquis la capacité juridique, son statut est toujours infériorisé par rapport à celui de l'homme du fait de règles coutumières discriminatoires tenaces.

Malgré les avancées notées au niveau de la législation, la femme étant devenue capable civilement, peut avoir un patrimoine propre, disposer de biens réservés, ouvrir un compte bancaire mais toujours elle apparaît comme "mineure" devant la puissance du mari, son pouvoir qu'il cherche à préserver par la coutume.

### **Comment peut-t-on mettre fin à cette discrimination ?**

<u>Zone de collecte</u>	<u>Niayes</u>	<u>Koussanar</u>	<u>Vallee</u>	
<u>Voter des lois</u>	<u>22,4%</u>	<u>27,9%</u>	<u>46,7%</u>	
<u>Reformer les dispositions</u>	<u>77,6%</u>	<u>72,1%</u>	<u>53,3%</u>	

<u>Sexe de la personne</u>	<u>masculin</u>	<u>feminin</u>	
<u>Voter des lois</u>	<u>37,7%</u>	<u>35,1%</u>	
<u>Reformer les dispositions coutumières</u>	<u>62,3%</u>	<u>64,9%</u>	

La quasi totalité des personnes enquêtées au niveau des zones pensent au retour aux règles coutumières pour mettre fin à la discrimination.

Mais au niveau des Niayes les lois actuelles n'étant pas appliquées, il faut recourir aux règles coutumières qui comportent des insuffisances, les réformer parce que depuis l'indépendance les mêmes lois foncières sont là et peinent à être modifiées ou changées.

Plusieurs tentatives de réformes avec notamment celle commanditée avec l'étude du Cabinet Panaudit le 21 Octobre 1996 qui avait posé les 3 options (statu quo, option mixte et option libérale), la récente commission réforme foncière présidée par le professeur Serigne DIOP qui tardent à faire des propositions qui doivent être remises au Président de la République.

En réalité, la coutume fait plus que résister à la loi, beaucoup d'études ont montré qu'au niveau des zones rurales la coutume occupe toujours une place prépondérante dans la gestion de la terre avec l'héritage, les prêts de terres, l'attribution par le marabout ou le chef de village..., elle s'applique, à la confiance d'une bonne partie des populations. Mais en l'état actuel, elle limite l'accès des femmes au foncier car "la terre est un pouvoir, le seul qui reste à l'homme" disait un enquêteur lors d'une étude de l'Action Aid en 2008.

La loi malgré des avancées n'améliore pas l'accès des femmes comme le confirme un document intitulé "le foncier et la gestion des ressources naturelles" élaboré dans le cadre de la préparation de

la conférence régionale des pays du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse “le conseil rural est une institution totalement dominée par les hommes. Les femmes sont particulièrement marginalisées dans les discussions tournant autour du processus d’appropriation des terres ,des règlements des conflits fonciers et la problématique de la décentralisation.

Plus de la moitié des hommes et des femmes souhaitent aussi la réforme des lois coutumières à la place de la loi.

Tout n’est pas bon dans la coutume mais toute réforme du droit à la terre devra en tenir compte.

Mais dans tous les cas, le droit codifie la réalité sociale quand celle-ci change il faut que le droit change également.

Au niveau de la Vallée environ la moitié des personnes enquêtées ont confiance à la loi ,mais réformée: c’est ce que tente d’ailleurs le gouvernement depuis des années en vain

L’autre moitié croyant à une réforme des dispositions coutumières tenaces dans la zone:

Cela témoigne d’une confusion entre les lois et les coutumes et même les pratiques foncières des hommes

Mais n’étant pas écrites leur réforme doit s’entendre dans le sens de pouvoir les prendre en compte dans la législation

#### **Avez-vous été directement impliqué dans un conflit foncier ?**

zone de collecte	Niayes	Tambacounda	vallee
Oui	10,5 %	2,1%	7,1%
Non	89,5%	97,9%	92,5%
Sexe de la personne			
	masculin	feminin	
Oui	M 9,6 %	2,8%	
Non	M 90,4 %	97,2%	

Au niveau des (3) Zones ,les enquêteurs sont tombés relativement sur des personnes ayant été impliquées dans des conflits fonciers

Les conflits liés au foncier (10% ) sont importants dans les Niayes plus qu’à Tambacounda et dans la Vallée.

Dans la vallée 7 sur 100 des personnes enquêtées sont impliquées dans un conflit foncier ce qui n’est pas négligeable et témoigne de l’existence de conflits fonciers dans la localité

Comme dans les Niayes la terre est productive et les terres irriguées ne sont pas encore importantes comme semble l’indiquer les statistiques souvent brandies 240 000 ha



( statistiques a voir au niveau du tribunal de Thiès, Podor au niveau des maisons de justice)

Cela s'explique par cette bande de terre longeant le littoral ou se mènent des activités agricoles en principale dont les produits nourrissent Dakar et les régions.

La spéculation a pris une dimension importante dans les Niayes avec l'augmentation de la valeur vénale de la terre , des hommes riches qui viennent de Dakar acheter les terres ...

[Au niveau de la vallée l'extension des zones irriguées entraine une concurrence foncière source de conflits](#)

Ces conflits sont le plus souvent le fait des hommes attributaires de la grande majorité des terres. Les femmes confinées a la production et a la vente des récoltes comme on le constate de visu a Dakar

Le taux est plus élevé dans les Niayes ou la valeur marchande de la terre ne cesse de croître entraînant une marchandisation de la terre dont la loi sur le domaine national voulait lutter contre entre autre. Cette situation est donc source de conflits latents ou déclarés. La Vallée est dans la même situation avec le développement de l'agriculture, la culture du riz favorisée par la présence de l'eau.

A Tambacounda peu de personnes sont impliquées dans les conflits, la terre étant plus disponible,

Les hommes sont le plus souvent plus impliqués dans les conflits que les femmes. Ce qui s'explique en grande partie par le fait que ce sont les hommes qui se sont accaparés des terres.

Les femmes se trouvent hors du champ de la "bataille foncière" , restent passives pour une très grande partie.

Et pourtant elles sont très souvent lésées et subissent des préjudices importants, elles qui s'occupent de plus de 70 % des cultures vivrières

Pourquoi elles n'utilisent pas l'outil juridique pour réclamer leurs droits fonciers ? rien ne s'y oppose sur le plan juridique . L'explication est a trouver a plusieurs niveaux : la peur des instances de règlement des conflits , l'analphabétisme juridique , les fortes croyances qui veulent que la femme ne s'occupe pas de ces questions.

### **Recommandations**

- mener des activités d'IEC pour vulgariser le droit en langue nationale [wolof pular sarakhole](#) par des animateurs coproducteurs du droit( code de la famille , lois foncières internes et internationales [le code de l'eau](#)
- familiariser les femmes a l'utilisation de l'outil juridique
- plaider pour la prise de décrets d'application des lois foncières
- mettre en place au niveau de chaque zone un observatoire local du foncier

- renforcer les pouvoirs politiques des femmes pour leur accès aux sphères de décisions
- élaborer des livrets juridiques ou guides pratique sur les questions foncières pour une bonne compréhension des démarches légales pour l'obtention de terres
- vulgariser la Charte du domaine irrigué de la Vallée
- intégrer les préoccupations foncières des femmes dans la Charte du domaine irrigué
- mettre en place un système d'information foncières

Procéder à une réforme globale et participative des lois foncières en tenant compte des coutumes

- prêter une assistance juridique et judiciaire aux femmes victimes de violations de leurs droits fonciers.
- Mener un plaidoyer pour l'attribution de quotas de terres en fonction de leurs besoins passage vers la parité foncière un espoir pour l'accès des femmes à la terre (avec la loi le 14 mai 2010 relative à la parité)
- Mener un plaidoyer pour inclure dans la loi d'orientation agrosylvopastorale votée depuis 2004 la question foncière notamment celle des femmes et lui donner les moyens de sa mise en oeuvre
- Prendre en compte le genre en reformant la loi foncière
- Nouer un partenariat avec les ONG de défense des droits humains qui ont mis en place des structures (RADI – ONDH- RADDHO -FORUM CIVIL- CAEDHU -CSDH) pour l'assistance juridique et judiciaire
- Mettre en place des services juridiques en milieu rural

Après cette intervention **Kabyr** met l'accent sur l'existence des conflits foncier au niveau de la vallée parce que selon même si certaines enquêtées disent qu'il n'existe pas de conflits foncier d'autres avancent qu'il existe ce qui n'est pas négligeable

Mais aussi il a noté la nécessité de se rapprocher du tribunal département de Podor pour vérifier la fiabilité de l'existence de ces conflits et de travailler sur ces problèmes

#### Interventions des participants après la restitution :

**Première intervention : était une remarque de Mr Kébé Facilitateur de l'atelier selon Kabyr a oublié de citer dans son exposé la Loi d'application( voir Kabyr)**

**Deuxième intervention : c'est celle de l'Imam de Guédé Village selon son intervention va tourner autour de deux aspects : Islamiques et tradition des foutankés étant fils du terroir il connaît leurs coutumes et traditions sur l'accès**

**Concernant l'islam n'a jamais refusé qu'on donne à la femme ce qu'elle mérite sur la terre**

La femme a toujours occupé à des places privilégiées dans l'islam et a toujours accédé à des niveaux les plus élevés dans l'islam

C'est par considération vis-à-vis de la femme que le Bon Dieu a fait descendre la Sourat de la femme « Souratoul Mariama ».

Mais tout reste quand la femme n'est jamais égale à l'homme par sa conduction physique et morale ça c'est depuis ADAN et EVE

Leurs valeurs numériques différent l'un et de l'autre Dieu a donné à la femme la valeur de 15 est celle de l'homme est de 45 c'est ce qui fait la différence entre l'homme et la femme

L'Islam s'est focalisé sur cela pour faire l'héritage inégale entre l'homme et la femme

En ce concerne la tradition Foutankés d'accès au foncier , au Fouta on n'héritait pas elle était le patrimoine de toute famille voir une lignée donc c'était le «DIOWANDI »et gérait par un chef de famille ou chef de lignée

Mais avec la révolution de Thierno Souleymane Baal qui selon lui, la terre n'a pas de propriétaire sil n'ait été exploité. Il commence à donner la terre des lamanes à ceux qui n'avaient pas de terre

Pour sécuriser les lamanes commencent à exploiter leur terre et à donner à certains de leurs familles c'était là ou à commencer l'héritage des terres au Fouta pour régler certains comptes

Pour faire revenir le débat à notre temps, selon lui, il n'a jamais vu ou on a refusé de donner la terre aux femmes ce n'est pas le débat, le débat se trouver les moyens de les exploiter

Les femmes sont tellement pauvres qu'elles n'ont pas les moyens de les exploiter

Selon lui ce n'est pas la terre qui manque mais ce sont les moyens de les exploiter qui manquent

ABOU SY : Enquêteur GRAFOSEN : il réjouit d'avoir le feedback de ces enquêtes à travers cette restitution qui lui conforte Selon lui, parler de la terre à un paysan c'est quelque chose de normal et d'obligatoire parce-que c'est sa source de revenu et il ne vit que de la terre. Il a remarqué de ne pas mentionner le problème de l'auto-aménagement des terres par certaines personnes en leurs faisant leurs propriété

**OUMAR SOW** PRESIDENT CLCOP GUEDE: Il intervient sur les aspects agronomiques et les aspects juridiques

Concernant les aspects agronomiques l'intervenant avait parlé de la vente des terres au niveau de la communauté rurale selon lui en tant que Coordinateur du CLCOP dans la zone il n'a jamais vu l'achat des terres dans la communauté rurale de Guédé Village

Tous ceux qui viennent à la communauté rurale viennent pour régulariser leurs terres hérités de leurs ancêtres mais pas de terres achetées Pour l'accès au foncier des femmes, elles ont accès mais collectivement même collectivement elles ont des problèmes pour sécuriser et aménager

Le problème d'exploitation des terres se trouve à tous les niveaux même au niveau des hommes

**Tous dépendent des périmètres aménagés par la SAED**

**La communauté rurale n'a jamais désaffecté des terres**

**En ce qui concernant les aspects juridiques il se pose le problème de l'applicabilité de la Loi sur le domaine national**

**MARAIM BA COORDINATRICE DES FEMMES DU CR DE NDIAYENE PENDAO Elle met l'accent sur le non accès des femmes à la terre**

**L'accès collective des femmes terres doit être révolu ; avec cette méthode les femmes ne bénéficie, on voit un groupement de femmes de plus 200 membres qui partagent une part infime de terre et chacune se retourne avec une part infime de surface**

**Selon elle avec cette méthode, on ne peut dire que les femmes ont de terre, il ya ici des femmes combattantes qui ont leurs moyens pour exploiter mais on ne les attribue pas**

**Mon combat dans sa communauté rurale c'est de régler cette problématique d'accès au foncier des femmes**

**« Il faut qu'on donne à la femme ce qu'elle mérite »**

**COUMBA LOME PRESIDENTE DES GPF DE CAS-CAS**

**Elle renforce Mariam, elle insiste sur la non accès des femmes à la terre selon elle les femmes disent que les femmes ont accès mais ce qui n'est vrai, elle prend l'exemple de son groupement ,elles sont 184 femmes et elles partagent que 20ha de terre qui est infime si elles se le divisent entre elles**

**MAMADOU BA AGENT DE LA SAED :Après avoir félicité l'assistance et les interventions, selon lui en tant que Agent de la SAED il connaît la difficulté liés à l'accès au foncier au niveau de la vallée il nous explique comment la SAED aménage les terres au niveau de la vallée**

**Selon lui la SAED demande à la communauté rurale les terres qu'elle veut aménager en affectant collectivement les terres et ce dernier l'aménage et après l'aménagement la CR partagent au niveau des villages et chaque village partagent à ses habitants qui est selon lui une participation du début jusqu'à la fin de l'opération**

**Mais chaque villages réserve une part à son groupement de femmes Pour la réalisation de ce type d'affectation il faut qu'il y ait un cadastre rural Ici au Fouta l'accès au foncier est d'ordre sociologique**